COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 26 Janvier 1980 — N°54 — PRIX : ANTILLES 2F, FRANCE 3F

Editorial

GAZ :

LE CYNISME

DES CAPITALISTES

Et la boucle est bouclée : le prix de la bonbonne de gaz vient de passer en Guadeloupe de 34,50F à 41F, soit plus de 20 % d'augmentation d'un seul coup ! Ayant un si bel exemple, il est certain qu'en Martinique où le prix est de 34,10F, les capitalistes ne tarderont pas à hausser le prix de leur gaz en conséquence.

Le cynisme avec lequel les gros capitalistes font la pluie et le beau temps aux Antilles est franchement révoltant. Tout d'abord, en Guadeloupe, voilà que l'on fait état subitement d'une pénurie de gaz, occasionnée par la faiblesse de la production de la SARA. Le premier résultat de cette campagne sur le manque de gaz est que les bidons de gaz se raréfient sur le marché en Guadeloupe. Soulignons qu'à la même période en Martinique, le même problème ne se pose pas. Il aurait été facile pourtant d'envoyer du gaz en plus des envois habituels de Fort-de-France à Pointe-à-Pitre.

Dans une deuxième étape, après que la population a été habituée soit à se priver de gaz pour cuire les aliments, soit a été contrainte de payer au prix fort une bouteille entre les mains des heureux fournisseurs qui en avaient, on balance une augmentation, qui dans d'autres conditions aurait été acceptée moins facilement par les consommateurs.

Alors cette pénurie de gaz semble tomber vraiment à point pour les capitalistes de la SARA et les grosses sociétés qui distribuent le gaz. Grace à elle, cette nouvelle augmentation passe comme une lettre à la poste, de nouveaux superprofits tombent dans les coffres-forts de SHELL, TOTAL, ESSO, TEXACO et ELF auxquels appartient l'usine de la SARA.

Cette nouvelle hausse des prix est une attaque supplémentaire contre le niveau de vie des couches pauvres de la population, qui après avoir subi l'augmentation des carburants devra payer plus cher pour cuire à manger. Mais elle est révélatrice aussi de l'imprévoyance et de la nocivité du capitalisme.

Imprévoyance, dans le cas où il y aurait eu réellement pénurie, ces messieurs les capitalistes prouvant par là même leur incapacité à résoudre un simple problème de consommation.

Nocivité, si comme il est fort possible les capitalistes avaient froidement décidé de ne pas ravitailler le marché guadeloupéen afin de pouvoir justifier la hausse de cette semaine.

Dans tous les cas, un tel système, incapable de résoudre les besoins des hommes, ou bien spéculant cyniquement sur ces besoins pour en faire encore plus de profit, ce système doit être combattu par la population laborieuse, sur laquelle retombent régulièrement les conséquences désastreuses de l'anarchie et de la course aux millions des bourgeois.

MARTINIQUE

DEMISSION D'A. REGIS DU CONSEIL GENERAL

Signe de radicalisme ou d'impuissance ?

Arthur Régis vient de démissionner de son poste de conseiller général du 4ème canton de Fort-de-France. Cette décision, prise semble-t il sans que les responsables de son parti, le PPM, en aient été avertis, a surpris le petit monde politique de la Martinique, ne serait-ce que parce que ce n'est pas fréquemment que l'on voit un élu politique abandonner les fauteuils douillets qu'il occupe en proclamant tout net que l'assemblée dont il fait partie, le Conseil Général, ne sert à rien !

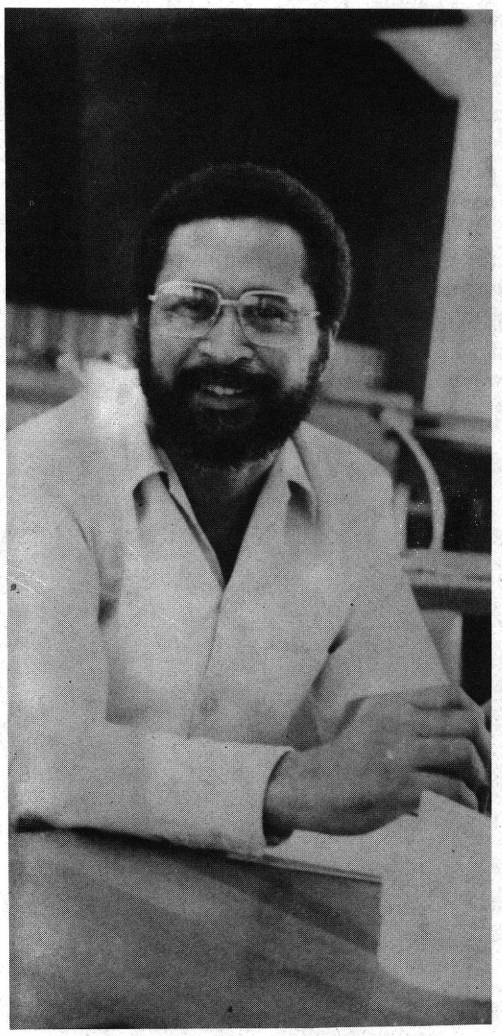
Dans une déclaration remise à la presse, ainsi que dans une interview à Radio-Caraibes, Régis revient longuement sur les motifs de sa démission, qui par ailleurs provoquera de nouvelles élections cantonales à Fort-de-France.

Ce que reproche Régis au Conseil Général, c'est d'être incapable de résoudre les problèmes des martiniquais : «cette assemblée est impuissante pour régler les problèmes qui se posent à notre communauté, à savoir stopper l'envahissement de notre pays par les français et mise en œuvre d'une politique de développement économique créatrice d'emplois sur place pour les martiniquais».

Régis s'est rendu compte au bout de 9 ans de présence de la vérité proclamée par les révolutionnaires, à savoir l'absence de pouvoirs réels dont jouit toute assemblée (conseil général, mais aussi parlement) en régime capitaliste. Les décisions véritables sont prises ailleurs que dans ces assemblées, par des hauts fonctionnaires, agissant sous les ordres et injonctions des capitalistes et de leurs mandants.

Quels sont donc ces problèmes ? Selon Régis, «Les groupes financiers français, en accord avec les békés, veulent s'emparer des richesses (de la Martinique) à leur seul profit, en éliminant de la Martinique les Martiniquais qui sont les seuls vrais bâtisseurs de ce pays.

Pour éliminer les martiniquais, la méthode employée est extrêmement subtile et intelligente. Elle consiste à agir en sorte que le martiniquais ne trouvant plus d'emploi soit obligé de s'en aller. L'objectif visé est en passe d'être atteint, puisque déjà des milliers de métropolitains occupent ici les emplois qui devraient nous revenir en priorité absolue. Dans le même temps que tout est mis en œuvre pour vider la Martinique de ses martiniquais, le gouvernement français remplit la Martinique de français.»



Et il poursuit :

«Mais au rythme actuel de l'exil massif conduit par le gouvernement et au rythme accéléré de l'occupation de notre pays, nous nous acheminons à très grands pas vers une Martinique dans laquelle les métropolitains seront la majorité.

Déjà les métropolitains sont passés de 10.000 en 1970 à 40.000 en 1976.

Or, écoutons Mr Dijoud : «Il faut que les martiniquais sachent que le seul avenir, auquel ils ont droit, c'est leur départ vers la Métropole et ceci de manière urgente et impérative. Dès maintenant les moyens seront mis en œuvre pour que cela se fasse » (Colloque décembre 1978).

Alors Arthur Régis termine son panorama de la situation politique en ces termes : «Si nous n'y prenons pas garde nous tous, martiniquaises et martiniquais, perdrons la guerre avant même de nous être rendus compte qu'elle est déclarée. La politique de «nettoyage par le vide» méthodiquement conduite par le Gouvernement est une guerre larvée, habile, sans coups de canons, sans bombes, mais très efficace car on nous vole «en douceur» notre pays chaque jour un peu plus, tout en nous faisant parfois risette».

Mais précisément, quelles sont les perspectives tracées par Régis après ce qu'il faut bien appeler un coup d'éclat ? Eh bien, rien de très nouveau par rapport à ce que proclame le PPM depuis des années : «Déjà sur le plan de la vie de tous les jours, apporter le moins possible de collaboration aux forces d'occupation françaises ; abandonner l'attitude du martiniquais bon enfant. . . »

«Poser le problème de la Décolonisation de la Martinique auprès du Comité de Décolonisation de l'ONU, ainsi que auprès de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine), des Pays Arabes, des pays américains (Amérique Latine et les USA) des pays de la Caraïbe et des

Suite page 4

La panne d'électricité à Marie-Galante : L'INCURIE !

Depuis le 5 janvier, Marie-Galante est toujours privée d'électricité. A cette date, rappelons-le, le câble long de 27 km qui fournissait à l'île son énergie électrique cessa de fonctionner. Ce câble sous-marin, installé depuis 15 ans, qui part de Capesterre-Belle-Eau pour aboutir à Folle-Anse est aussi l'unique moyen par lequel l'île est alimentée, mis à part deux petits groupes électrogènes. Il a donc fallu en toute hâte expédier de Saint-Barthélémy, Martinique et Jarry trois générateurs, pour tenter de parer au plus pressé. Mais en fait, tout cela est loin d'être au point, et la majorité de l'île reste plongée dans l'obscurité à partir de 18 heures jusqu'à l'aube. Ce n'est que périodiquement qu'un peu de courant passe notamment à Grand-Bourg, Saint-Louis étant la commune la plus affectée.

Etre privé de lumière est certes pénible, mais n'est pas la seule conséquence de cette situation : les réfrigérateurs et congélateurs ne fonctionnant plus, il devient impossible de conserver des denrées périssables très longtemps ; de plus l'alimentation en eau courante et potable est souvent interrompue, les pompes fonctionnant à l'électricité ; enfin, les différentes entrprises de l'île se trouvent pratiquement bloquées, et en particulier l'usine à sucre, dont l'importance est déterminante pour des milliers de personnes, ouvriers et petits planteurs. Si une solution n'est pas trouvée avant le début de la récolte, c'est l'ensemble de la population laborieuse qui en supportera les conséquences.

Aussi la colère est-elle le sentiment dominant dans une grande partie de la population.

A tel point que les élus de l'île, sentant la température monter, ont immédiatement protesté auprès des autorités. Le député Guilliod, lui-même, qui n'a guère coutume de venir à Marie-Galante, si ce n'est à la veille des élections, devait tenir une permanence pour recevoir ses électeurs.

Et l'on comprend la colère des Marie-Galantais, dont les conditions de vie semblent plusieurs années en arrière : outre qu'il faille s'éclairer à la bougie ou au pétrole, la prétendue pénurie de gaz frappe en effet l'île davantage encore que la Guadeloupe, et c'est au charbon de bois que la plupart des gens se voient contraints de faire la cuisine. En ce qui concerne l'usine, certaines personnes en arrivent à penser qu'il s'agit d'un «complot» pour en permettre la fermeture (en effet, la direction avait déclaré, il y a quelques mois, que si la récolte n'était pas meilleure que l'an passé, elle devrait fermer). La panne n'est sans doute pas préméditée, mais les craintes de voir la direction de l'usine profiter de la situation pour imposer ses conditions sont loin d'être dénuées de fondement

Toute cette situation résulte en grande partie de l'incurie d'une administration coloniale qui ne consent à réaliser des équipements qu'avec parcimonie. En effet, faire dépendre d'un seul câble, fut-il garanti pour 50 ans, l'alimentation de Marie-Galante en électricité, est pour le moins désinvolte. Cette panne, qui semble-t il a été localisée, durera sans doute encore des semaines, voire des mois, puisqu'il faut disposer d'un équipement assez complexe pour en venir à bout, équipement qui doit, comme de bien entendu, être acheminé de France. . .

Les Marie-Galantais ont, avec juste raison, le sentiment d'être traités par l'administration coloniale avec davantage encore de mépris que les Guadeloupéens du «continent».

LE PPM SOUTIENT LE SENEGAL DE SENGHOR, PAS CELUI DES TRAVAILLEURS !

Le voyage effectué au Sénégal par la troupe du SERMAC, accompagnée par des personnalités du PPM, dont Césaire et Darsières, à l'invitation du président Léopold Sédar Senghor, a été présenté par le Parti Progressiste Martiniquais comme un véritable pélerinage aux sources, un retour aux racines ancestrales du peuple Martiniquais, grâce auquel, dit «Le Progressiste» du 16 janvier «le nègre antillais pourra mieux démêler les fils de son moi profond, de sa négritude acceptée, avant d'aller jusqu'au bout de sa libération. . .»

Le Sénégal du dictateur Senghor, grand ami de Césaire, et qui a fait, rappelons-le, tirer sur des étudiants le 11 janvier parce qu'ils réclamaient de meilleures conditions d'enseignement, ce Sénégal est porté aux nues par nos voyageurs du PPM. Et, parce que c'est un «pays de nègres» dont le président défend la «négritude», à l'instar de Césaire, le PPM ne tarit pas d'éloges sur ce pays qu'il présente comme exemplaire tant sur le plan des relations humaines que des structures sociales.

Et sous le titre «Des retrouvailles nécessaires», le «Le Progressiste» se livre à une description dithyrambique de certains aspects de ce pays, adressant un véritable choeur de louanges à l'heureux Sénégal d'aujourd'hui, gouverné si sagement et si exemplairement par son président.

Et quel est-il ce pays merveilleux tant vanté par nos Progressistes du PPM ?

D'abord un pays où règnent «la solidarité et l'entraide». La preuve : «Sur le trottoir, il est de règle de tendre la main fraternellement au pauvre. . . et l'obole, de quelque nature soit-elle, est reçue sans humiliation et sans asservissement». Et «Le Progressiste» de conclure : «On aide, parce que telle est la contribution spontanée à l'équilibre des richesses...»

Ensuite, c'est un pays où règne un «admirable sens de la famille». Pourquoi ? Et bien grâce à cet «admirable sens de la famille», la misère n'est jamais vécue désespérément, car le regroupement permanent autour de l'Ancien. . . permet toujours le partage, la protection, le réconfort mutuel».

Enfin, selon les rédacteurs du PPM, c'est un pays qui «respire l'harmonie, la sérénité, et l'équilibre de choses en place depuis fort longtemps, forgées par l'Histoire et la Culture»

Eperdu d'admiration, voilà ce que remarque plus particulièrement le rédacteur dans un village traditionnel en brousse : «Et derrière, en rangs serrés, imposantes dans leurs atours, matrones et jeunes vierges forment une couronne.»

Voilà donc le Sénégal que nos Progressistes Martiniquais proposent à l'admiration des foules : un pays pauvre, où les miséreux demandent l'aumône dans les rues ; réactionnaire, où règne le droit patriarcal le plus autoritaire et où les femmes n'ont aucun droit.

Et c'est un pays sous-développé et retardataire dont le président entretient les meilleures relations avec l'impérialisme français, protégeant par exemple le trust Lesieur aux dépens des paysans pauvres sénégalais qui récoltent l'arachide, qui représente pour nos Progressistes Martiniquais le summum de «l'harmonie» et de «l'équilibre». Pendant que les étudiants se font mitrailler, que les prisons regorgent d'opposants à la dictature, que les ouvriers et les paysans partagent la même misère et sont souvent obligés de s'exiler en Europe à la recherche d'un emploi, nos Progressistes Martiniquais s'extasient sur l'aspect «traditionnel» si bien conservé dans ce pays.

Le nationalisme du PPM le conduit à soutenir les régimes les plus réactionnaires et les plus répressifs, comme celui du président Senghor, sous couvert de «négritude» ou «d'identité culturelle».

Mais les travailleurs n'ont rien à faire de ces valeurs de la petite-bourgeoisie martiniquaise frustrée dans ses aspirations nationales par le colonialisme français. Les travailleurs ne se trouvent pas du côté des Senghor, du côté des riches qui font l'aumône aux pauvres, du côté des Anciens qui régentent la tribu et ravalent les femmes au rang d'esclaves. Cela c'est ce que n'hésitent pas à défendre les bourgeois et petits-bourgeois du PPM. Mais les travailleurs eux, se trouvent du côté des ouvriers qui luttent contre les riches, du côté des étudiants qui se font mitrailler par la police de Senghor, du côté des femmes qui s'opposent à la tradition qui veut qu'elles restent totalement soumises à l'homme, du côté des paysans qui se dressent contre les capitalistes français Lesieur et compagnie qui les exploitent avec la bénédiction de Senghor.

C'est du Sénégal des pauvres et des exploités que les travailleurs antillais doivent se sentir solidaires. Et qu'ils laissent aux nationalistes bourgeois du PPM le soin de chanter les louanges du Sénégal des exploiteurs et des nantis !

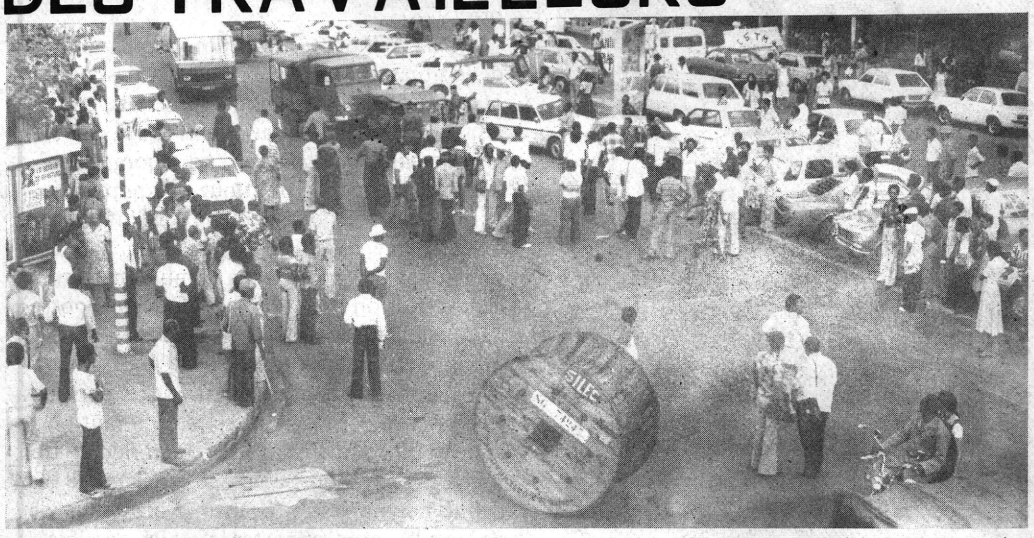
Le poète de la négritude... dans ses oeuvres

Après la répression sanglante de la grève des lycéens de la ville de Ziguinchor, au Sénégal, à l'issue de laquelle la soldatesque de Senghor avait tué au moins une personne, la grève s'est étendue aux lycéens et aux étudiants de Dakar.

Ceux-ci protestent contre les mauvaises conditions de vie et réclament le droit d'association et le rétablissement des libertés démocratiques qui n'existent pas dans cette dictature que connait le Sénégal. Face à ces demandes, le gouvernement de Senghor a envoyé une nouvelle fois gendarmes et gardes-mobiles bloquer la sortie du campus universitaire afin d'empêcher les milliers de jeunes de manifester.

Ces simples faits de répression donnent une idée de la situation réelle au Sénégal, pays dont le régime est porté aux nues par les petits-bourgeois nationalistes du PPM.

FORT DE FRANCE COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS



Le lundi 21 Janvier, la circulation a été paralysée dans Fort-de-France à la suite d'une manifestation organisée par des travailleurs de 3 secteurs différents, en grève depuis plusieurs semaines pour certains : les travailleurs de l'usine d'Antilles-Plastiques, licenciés parce que l'entreprise ferme, les travailleurs des Assurances, ainsi que les employés des Transitaires en Douanes.

Tôt le matin, les grévistes avaient bouché plusieurs des entrées principales de la ville.

A 10 heures, les forces de répression coloniales, les gardes mobiles, firent leur apparition, sous prétexte de dégager la voie et rétablir la circulation.

Ce nouveau mouvement, par le syndicat CSTM, témoigne de la colère et de la combativité des travailleurs. Car c'est depuis plusieurs semaines qu'ils sont en lutte et que face à eux, ils rencontrent la même arrogance patronale, le même refus de prendre en compte leurs revendications.

Face aux grévistes, l'état colonial, fidèle serviteur des patrons de tout poil, n'a qu'une solution : envoyer ses gardes-mobiles pour intimider les travailleurs.

FORT - DE - FRANCE

TRACASSERIES POLICIERES CONTRE UN JEUNE TRAVAILLEUR

Le vendredi 18 janvier sur le coup de 10 heures du matin, 2 gendarmes se rendent au domicile des parents d'un jeune ouvrier au quartier Rive-Droite Levassor. Ces 2 messieurs se croyant sans doute à leur caserne de la rue Victor Sévère, sans aucune autorisation, sans aucun mandat, et donc dans la plus parfaite illégalité, tentent de rentrer chez ce jeune à qui ils veulent remettre une convocation.

Mais le jeune n'est pas là et c'est son frère qui mettra les deux indésirables poliment, mais fermement, à la porte.

Durant l'après midi, celui que les gendarmes semblent tellement désireux de voir se présente de lui-même à la caserne de gendarmerie. Là, une espèce de brute l'accuse d'avoir conduit le 14 juillet dernier, il y a donc plus de 6 mois, au Vauclin une mobylette avec une personne en surcharge. Le jeune réplique que cela ne peut être lui, car la dite mobylette a été vendue il y a 5 ans. De plus, l'engin n'est plus en état de marche et son actuel propriétaire était en prison au moment des faits. Devant ces observations irréfutables, la brute passe tout «naturellement» aux injures : «je vous fous mon pied au cul ! » et autres «coups de gueule» du même genre. En effet, chez ces messieurs de la maréchaussée, les menaces tiennent souvent lieu de raisonnement et semblent destinées à masquer l'indigence ou l'absence complète d'intelligence.

Devant ces menaces qui ont le don de rameuter un quarteron de gendarmes, l'ouvrier prend la fuite et s'en retourne chez lui.

Incident banal ? Erreur ? Non, tout s'éclaire quand on sait que ce jeune est un anticolonialiste et qu'il a participé à divers mouvements comme le Comité des Sans Travail, le Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés et que c'est un sympathisant d'extrême-gauche

L'accuser de faits invraisemblables, sans gravité et s'étant déroulés il y a plus de 6 mois apparait forcément comme une grossière tentative d'intimidation, qui pour l'instant a échoué.

J.B.

HLM GUADELOUPE NON A LA HAUSSE DES LOYERS !

La Société H.L.M. de la Guadeloupe vient d'annoncer une prochaine hausse des loyers de 20 % échelonnée de la façon suivante :

— 10 % à partir du 1er mars,

— 10 % au 1er septembre.

Cette scandaleuse augmentation vient s'ajouter à celles déjà en vigueur : essence, transport en ville, produits alimentaires, fruits et légumes. . . sans oublier le prix du gaz qui à compter du 21 janvier est relevé de près de 19 %.

Naturellement, les locataires les plus lésés seront encore pour la plupart des petites gens, des travailleurs dont le pouvoir d'achat est déjà plus que limité.

Quant à ceux de la Tour Grand-Camp, ils ne sont pas prêts à se laisser faire. Déjà, ils ont constitué un comité pour s'opposer à cette hausse arbitraire.

C'est effectivement en s'engageant dans cette voie et en se mobilisant que l'ensemble des locataires mécontents des autres cités ont des chances d'obliger la société H.L.M. à annuler ces hausses effrénées.

Cinema: NORMA RAE

Norma Rae est ouvrière dans une filature de coton d'une petite ville du Sud des Etats-Unis. Dans un bruit infernal, les ouvriers, noirs et blancs, tendent les fils sur les machines, transportent les bobines et les fuseaux, répètent à l'infini des gestes monotones et mécaniques, ceci sous la surveillance étroite des chefs et contremaîtres, tous blancs, qui ne tolèrent aucune défaillance ni aucun relâchement dans la cadence accélérée du travail.

Les seules distractions, dans cette petite ville étouffante et sans horizon, sont le match du dimanche ou le bistrot du soir, où les ouvriers cherchent à oublier dans la bière leur fatigue et la monotonie de leur existence. A part cela, rien. Chacun vit sa propre vie, retranché derrière la pelouse ou le jardinet qui marque les limites de sa maison. Et chaque matin les centaines d'ouvriers et d'ouvrières, jeunes et vieux, franchissent les grilles de l'usine comme ils franchiraient les grilles d'une prison, pour n'en ressortir plusieurs heures plus tard qu'épuisés, vidés de toute énergie, abrutis par le manque d'air et de lumière, les cadences, et surtout le bruit des machines qui agit sur le cerveau comme un marteau-pilon. Seuls, les contremaîtres ne souffrent pas de ce bruit infernal puisque leur bureau est insonorisé. Les ouvriers, eux, risquent de devenir sourds, même s'ils mettent les bouche-oreilles que les patrons leur enjoignent de porter pour qu'ils puissent malgré tout, sans devenir fous, accomplir leur tâche quotidienne.

Dans cette petite ville, on est ouvrier à la filature de père en fils. Ainsi les parents de Norma Rae y travaillent comme elle-même, et ses deux enfants sont appelés eux aussi à s'y faire embaucher un jour. Aucune tradition d'organisation n'existe dans l'usine ; bien au contraire, les ouvriers, manœuvrés par une habile propagande des patrons, considèrent les syndicats comme des institutions dangereuses, prises en main par les communistes, et qui ne pourraient leur apporter que risques de licenciements et baisses de salaires. Aussi, s'en méfient-ils. Ils préfèrent accepter avec fatalisme leurs conditions de travail et se contenter du peu qu'ils gagnent. La filature est l'une des rares entreprises du textile à l'échelle des Etats Unis qui ne soit pas encore syndiquée.

C'est pourquoi débarque un beau matin dans la ville un syndicaliste du Syndicat National des Travailleurs du Textile. Il est justement venu de New York dans le but d'implanter une section syndicale dans l'entreprise. Dès son arrivée, il se heurte à l'hostilité générale des ouvriers, ou au mieux à leur indifférence.

Mais peu à peu, il gagne la sympathie de Norma Rae qui s'est convaincue qu'il faut s'organiser contre les patrons, et surtout qui est lasse de la monotonie, de l'absence de perspectives que présente cette vie d'exploité qui se répète jour après jour et génération après génération, sans espoir de changement.

Déjà elle a osé poser certaines revendications devant les patrons, et ceux-ci, pour enrayer sa combativité, tentent de l'acheter en lui proposant le poste de pointage des cadences. Mais cette tentative échoue car Norma se rend vite compte que l'amitié et l'estime de ses camarades lui importent plus que quelques dollars supplémentaires qu'elle touche pour ce travail de surveillance.

La jeune femme s'enthousiasme pour le syndicat et commence à militer pour gagner des adhérents dans l'entreprise. Elle s'adresse à ses plus proches camarades de travail, réussit à les convaincre par sa foi et la chaleur de son enthousiasme. Mais les adeptes sont peu nombreux et se voient particulièrement harcelés et visés par les contremaîtres dès qu'ils

Suite page 4

LA CONTENEURISATION DE LA BANANE N'EST RENTABLE QUE POUR L'ETAT ET LES CAPITALISTES

Alors que les protestations orales, les démarches des conseillers généraux auprès de diverses autorités gouvernementales, continuaient (en particulier celles des élus de la région de la Basse-Terre en Guadeloupe), le plan du gouvernement concernant la conténeurisation de la production bananière en Guadeloupe et en Martinique, était déjà arrêté. Les conséquences pratiques de ce choix allaient suivre immédiatement.

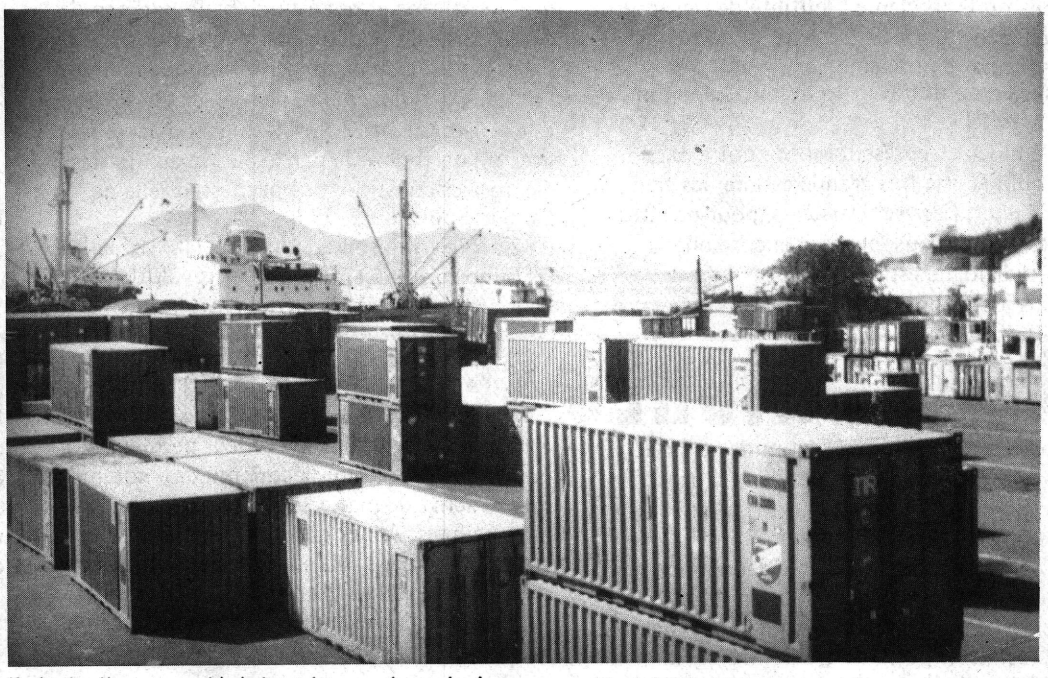
Ainsi, lors de sa récente visite en Guadeloupe et en Martinique, M. Ribière, vice-président de la CGM (Compagnie Générale Maritime), s'est expliqué un peu plus longuement sur la conténeurisation de la banane que sa compagnie est d'ores et déjà en train de mettre en place.

Et là, plus d'hypothèses, ni de suppositions optimistes qui permettraient à certains de «broder» ou de «faire du vent» pour justifier leur mandat.

Les deux premiers porte-conteneurs sur la ligne des Antilles sont déjà construits. Ils accosteront fin avril ou début mai à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France. Ils assureront une rotation tous les 15 jours. La compagnie CGM a déjà commandé deux porte-conteneurs supplémentaires qui seront mis en service d'ici la fin de l'année 1980.

L'intérêt de l'opération pour cette compagnie capitaliste ne fait pas de doute. Les conteneurs viendront de France remplis de marchandises et repartiront chargés de bananes. Finis les voyages-retour à vide qui risquaient de baisser les profits de la société.

Comme le dit le vice-président de la CGM,



il s'agit d'«une société dont la grande majorité du capital appartient à l'Etat... et une compagnie d'Etat ne place pas un investissement de cette importance sans l'accord de ses autorités de tutelle». Les capitalistes et leur état imposent des solutions pour faire plus de profits.

Alors les promesses des émissaires du gouvernement ou des élus de la droite étaient bien une manière de faire diversion pour empêcher que les travailleurs, concernés par les profonds changements que va entrainer ce nouveau mode de transport, ne se mobilisent et n'envisagent une sérieuse riposte.

Et précisément, les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir sur de très nombreux travailleurs.

La légèreté avec laquelle M. Ribière aborde ces questions dans une interview faite au journal France-Antilles n'a d'égal que son cynisme de capitaliste.

Pour ce qui est des dockers du port de Basse-Terre, les propositions de la CGM sont claires. ... « Le travail actuellement effectué par un docker sera effectué par deux. Il est évident que la rémunération de chacun des dockers ne sera pas la même que celle du docker unique précédent ... » Toute cette opération devant aller de toutes les façons vers une «diminution progressive du nombre des dockers».

Quant aux transporteurs privés, ils devront, «pour certains d'entre eux acheter un semi-remorque» pour charger les containers de 20 pieds, ce qui, toujours selon l'avis du vice-président de la CGM ne représente pas un investissement considérable d'autant que sa société, affirme-t il toujours, « a pris un engagement sur l'honneur de ne pas accaparer la profession de transporteurs».

Que feront tous ceux qui ne pourront pas acheter le semi-remorque ou bien pour qui il n'y aura pas de place ? Ils iront grossir le nombre des chômeurs.

Les capitalistes écrasent les travailleurs et ont le cynisme de leur raconter qu'il faut faire front et investir à nouveau.

Cette fois encore, l'état qui représente les intérêts des grosses sociétés capitalistes, a eu pour rôle d'aplanir le terrain : envoyer des émissaires pour discuter des problèmes de la Basse-Terre, en général du port, etc...

Maintenant, les travailleurs de plusieurs secteurs se retrouvent au pied du mur. Et ils ne se sont pas organisés, jusqu'à ce jour, pour imposer à l'état et aux patrons, la création des emplois correspondant à ceux qu'ils ont perdus.

En ce sens tous les arguments sur le côté rentable de ce mode de transport semblent bien dérisoires pour les travailleurs, car dans cette société capitaliste «rentabilité» signifie pour eux le plus souvent chômage et misère.

Marianne TIBUS

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

CENTRE HOSPITALIER DE F-de-F

LICENCIEMENTS DEGUISES CHEZ LES AGENTS DE BUREAU

Après avoir licencié des agents de bureau, la direction leur a fait miroiter la chance d'avoir un emploi permanent s'ils passent avec succès le concours de dactylo au début de décembre.

Environ 50 travailleurs ont passé les épreuves alors qu'il n'y avait que 4 postes au concours.

En agissant ainsi, la direction a voulu chercher une façon «élégante» de licencier des agents, tout en dégageant ses responsabilités.

Tout cela n'est qu'hypocrisie et malhonnêteté !

C A F : MEPRIS DE LA DIRECTION ENVERS LES HANDICAPES

Depuis cinq mois déjà, l'allocation adulte handicapé (AAH) n'est toujours pas versée aux allocataires. C'est donc une situation intenable pour eux.

Et bien, face à cela, la direction, au lieu de prendre des mesures à l'endroit où il faut, c'est-à-dire dans la réorganisation du service informatique, ne s'intéresse toujours pas au problème.

On a vu en d'autres temps des problèmes concernant par exemple les dockers, se régler immédiatement. . . la direction se sent-elle plus en sécurité parce qu'elle a affaire à des gens qui ne peuvent pas se défendre ?

BASSIN DE RADOUB : ENCORE UN ACCIDENT !

La série des accidents continue au Bassin, toujours par manque de sécurité.

Jeudi 10 un ouvrier de la SIJBR travaillait au nettoyage de la pompe centrifuge, travail qui lui avait été demandé par son chef d'équipe et qui consistait à piquer la rouille de la pompe en vue de la repeindre. Il se trouvait assis sur le corps de la pompe, en train d'effectuer le travail, lorsque brusquement celle-ci fut mise en marche. L'axe de la pompe qui n'était pas protégé par un capot, comme elle aurait dû l'être, se mit à tourner et blessa grièvement l'ouvrier au testicule.

Ce qui s'est passé c'est que quelqu'un a mis la pompe en marche par erreur. Mais celle ci n'aurait pas dû être sous tension puisqu'un ouvrier travaillait dessus.

De toute façon, l'accident n'aurait pas eu lieu si l'axe de la pompe avait été muni du capot de protection obligatoire qui n'existe pas du tout sur cette machine au Bassin. Encore une fois la négligence criminelle des patrons aura été la cause d'un accident.

Camarades, refusons plus que jamais de travailler sans que toutes les conditions de sécurité ne soient assurées ! Ne risquons pas d'être mutilés ou estropiés pour que les patrons continuent à faire de bonnes affaires sur notre dos !

SOCALTRA — SARA : «SOIS INTERIMAIRE ET TAIS—TOI» TELLE EST LA DEVISE DE LA DIRECTION !

Pendant que le ministre du travail par intérim bavarde sur le travail intérimaire et sur les droits des travailleurs intérimaires, les patrons de Socaltra (affilié au Groupe Creusot-Loire) font travailler une trentaine d'intérimaires (pour l'arrêt technique de la SARA) dans les pires conditions : de nuit, en heures supplémentaires, dans des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables. A tel point que l'organisme de sécurité de la SARA a renvoyé des ouvriers qui n'avaient ni casque, ni chaussures, ni tenue de travail. La Socaltra devrait fournir leur matériel mais en réalité elle ne s'en soucie guère et attend que les ouvriers intérimaires apportent eux-mêmes leurs chaussures de sécurité et leurs bleus. Quant aux casques elle n'en fournit qu'au compte-gouttes.

Le travail intérimaire est pour les patrons une occasion en or de faire d'énormes bénéfices sur le dos des chômeurs qui leur sont loués par Antilles-Intérim ou Solutions et Réalisations.

Après les avoir exploités sans merci pendant quelques semaines ou quelques jours, les patrons les rejettent à la rue.

Contre de tels agissements une riposte s'impose : luttons contre le travail intérimaire et exigeons que ces travailleurs soient embauchés définitivement.

S A R A : LE PROFIT AVANT TOUT !

Comme chaque année la Raffinerie de pétrole est arrêtée pour une révision technique de sécurité.

Les capitalistes de la Sara ne nous trompent pas lorsqu'ils prétendent se soucier avant toût de notre sécurité dans l'enceinte de la raffinerie. Car nous savons que leur véritable souci est d'assurer le bon fonctionnement de la raffinerie en vue de tirer le maximum de profit de la vente de l'essence, du gaz et du mazout, qu'ils vendent d'ailleurs fort cher.

Et c'est pour cela qu'ils font accélérer les travaux en imposant aux ouvriers des cadences infernales et un travail de nuit.

E.D.F. MARTINIQUE 1980 : UN DEPART A CHAUD !

Lundi 7, il n'y avait pas moyen de travailler au siège social. Une panne de la climatisation a provoqué une chaleur considérable.

Nous ne pouvions même pas ouvrir les volets car la plupart d'entre eux sont restés bloqués par des vitres que la direction avait installées soi-disant pour nous protéger du bruit de l'usine.

Au total, nous avons eu droit ce jour-là à la chaleur, au bruit et aux trépidations.

Le chef de centre nous avait souhaité ses meilleurs vœux de bonne année : on peut dire que cette année commence bien !

E R C A M : «TI RECHAUD» EN PLEIN EBULLITION

Les délégués de l'entreprise Ercam sont menacés par leur patron parce qu'ils prennent des heures de délégation pour exercer leur activité de délégués, comme le prévoit la loi.

Nous conseillons à «TI RECHAUD» de consulter attentivement son code du travail. Sinon il risque de voir monter la température!

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P REFUSONS LES LICENCIEMENTS

La direction vient de licencier 21 agents auxiliaires. C'est à leur retour de congé qu'ils ont appris qu'on n'avait plus besoin d'eux.

L'administration n'a rien à leur reprocher car elle les a bien gardés plusieurs semaines. voire des mois. Après les avoir exploités, pendant tout ce temps, voilà qu'elle les jette tout simplement à la rue pour n'avoir pas à les titulariser.

Pour l'administration, il s'agit d'appliquer à la lettre les décisions du gouvernement. Cela est tout simplement scandaleux.

Nous nous sommes laissés surprendre par cette décision de la direction. Mais d'autres licenciements risquent de suivre : nous devons nous tenir prêts, cette fois, à nous mobiliser pour réagir immédiatement afin de défendre nos camarades menacés.

GUADELOUPE NOUVEAUX CAS D'INTOXICATION DE TRAVAILLEURS DANS LES PLANTATIONS DE BANANE

Très récemment encore, des travailleuses ont été intoxiquées par ces produits dangereux qui ont pour nom Képone, Némacur et autres Scories.

Une d'entre elles est malade depuis plus d'un mois.

C'est périodiquement que l'on entend qu'ici ou là des travailleuses ou des travailleurs ont été intoxiqués par ces différents produits, en réalité il faudrait dire empoisonnés.

Il s'agit de véritables crimes effectivement. Car qu'est-ce que c'est sinon un crime que d'obliger des travailleurs à manipuler ces différents produits de 6H30 à des fois 11H et même midi ?

Il ne faut plus désormais se contenter de se plaindre. Il faut refuser de semer ces différents produits. Car on ne peut pas risquer ainsi de perdre sa vie pour la gagner, pour permettre aux patrons de se remplir les poches.

S I G : L'ESPOIR NE FAIT PAS VIVRE!

Les années précédentes, dès janvier, la direction mensualisait une ou deux femmes de ménage. C'était une façon pour elle de vouloir nous montrer sa soi-disant générosité... Cette année : rien. . . Ah oui, nous oublions : une collègue de 63 ans et qui part bientôt à la retraite vient d'être mensualisée. La direction pense peut-être que «l'espoir fait vivre», mais, à ce compte là, ceux d'entre nous qui ont aujourd'hui trente ans auraient encore trente trois ans à attendre avant d'être mensualisés.

S I G

POUR LA PRIME INTEGREE AU SALAIRE

A la fin du mois dernier, une prime de fin d'année nous a été accordée par la direction. Cela nous a bien sûr permis d'être plus à l'aise pour les fêtes du jours de l'An et pour boucler le budget plus élevé en cette période. Mais, cet argent nous n'en ressentons les effets qu'un mois sur douze : en janvier. Après, nous retrouvons le rythme de nos bas salaires (1500 Frs pour les femmes de ménage). Alors il serait préférable que cette prime soit répartie sur toute l'année chaque mois. En fin de compte, il vaudrait mieux, pour nous, qu'elle se transforme en véritable augmentation de salaire.

LA DEMISSION D'A. REGIS

SUITE DE LA PAGE 1

pays socialistes. . .»

«Etudier la possibilité d'un Front de Libération Antillo-Guyanais (FLAG)». . .

«Les travailleurs dans leurs syndicats devraient agir pour mettre en «état de négociation» le système colonial en faisant des grèves groupées, par exemple, grève conjointe de l'électricité, des dockers et des employés de commerce. . . Bref, harceler sans cesse le Système colonial pour mieux l'abattre. . . »

«Refuser de siéger au Conseil Général. . . Il faut que tout particulièrement notre jeunesse sache que l'Avenir de la Martinique ne passe pas par le Conseil Général - que les jeunes perdent l'illusion de croire que si la majorité du Conseil Général était composée d'hommes de gauche les choses iraient beaucoup mieux».

Le seul point où Régis a une position qui tranche avec la position officielle de son parti est celle où il proclame l'inutilité de siéger au Conseil Général ; mais très vite, le conseiller démissionnaire proclame :

«Suis-je en conflit avec les hommes de mon parti ? NON».

«D'éminents représentants de notre parti pour qui j'ai une très grande estime les camarades Aliker, Césaire, Darsières, pour ne citer que les plus connus, pensent encore que la voie du dialogue est possible.»

Mais justement, le PPM, le parti de Césaire, de Darsières et aussi de Régis n'a-t-il pas participé à cette entreprise d'illusion dénoncée par Régis ? N'est-ce pas ce parti qui proclame sans arrêt la vertu des négociations avec le colonialisme et qui est un chaud partisan de la conquête du pouvoir par les élections ? Car il est illogique de dénoncer le manque de pouvoir du Conseil Général, de refuser d'y siéger et en même temps de proclamer son accord avec un parti dont la participation aux joutes électorales constitue une part essentielle de l'activité politique.

Et Régis a raison quand il déclare : «Seules les minorités agissantes font les révolutions». Mais après des paroles aussi hardies, il s'empresse d'ajouter : «Et c'est bien d'une révolution au niveau des idées qu'il faut à la Martinique si les martiniquais ne veulent pas se laisser éliminer par les français».

Par là, il montre que quant au fond, il n'a aucune perspective nouvelle à offrir à la population laborieuse, en reprenant un langage qu'aucun politicien bourgeois, même réactionnaire ne saurait désavouer, et en prêchant aux travailleurs de faire la révolution dans leurs idées, au lieu de la faire bien réellement, en chassant les capitalistes et les colonialistes des Antilles

J. BRUEL

LA FIEVRE DE L'OR : LES RICHES SE MEFIENT DE LEUR MONNAIE

L'or à plus de 800 dollars l'once (soit les 30 grammes environ) ! Les mille dollars envisagés en cours d'année, cela met en émoi tous les milieux d'affaires, financiers, banquiers et spéculateurs professionnels qui vivent là des jours heureux.

L'or vaut aujourd'hui près de 20 fois plus qu'il y a dix ans !

Ce phénomène de hausse constante de l'or est en cours depuis plusieurs mois et se maintient. Cela n'a au fond rien d'étonnant puisque rien de ce qui l'a provoqué il y a quelques mois n'a changé. L'économie mondiale vit tout autant dans l'incertitude que durant ces dernières années. La croissance économique se ralentit un peu partout. Le chômage gagne en importance. Personne parmi les distingués spécialistes de l'économie ne se hasarde à faire des pronostics pour l'avenir. . . en tout cas de prévisions optimistes.

LA MEFIANCE DES RICHES

Dans ces conditions, la crise de confiance accompagne (et entretient) la crise monétaire elle-même.

Des riches se débarrassent de leurs billets pour mettre leur fortune à l'abri des contrecoups imprévisibles de l'économie. Ils cherchent les valeurs «refuge». Ce sont outre l'or, la «pierre», le diamant, les objets d'art. . .etc. . .

Que les riches placent des sommes importantes dans des valeurs qui dormiront et ne rapporteront pas d'intérêts comme ce serait le cas si elles étaient investies dans la production est bien la preuve de leur perte de confiance non seulement dans leur monnaie, mais aussi dans leur propre système économique. L'argent ne va pas à la production mais va se cacher dans les lingots d'or ou dans les pierreries. C'est cette perte de crédibilité qui alimente la hausse de l'or.

C'est bien sûr un problème de riches. Puisque les petits salariés, ouvriers, employés etc.. n'ont pas de «réserve» monétaire à mettre à l'abri ! A la fin du mois il ne leur reste bien souvent que des dettes qu'ils tenteront d'honorer le mois suivant.

La fièvre actuelle de l'or est aussi alimentée par l'achat massif venant des possesseurs de pétrodollars (dollars en possession des producteurs de pétrole). Ceux-ci tentent en achetant de l'or de diminuer les effets de la baisse de valeur du dollar. La monnaie américaine est quasiment obligatoire pour les échanges commerciaux. Mais elle aussi est marquée de la maladie des autres monnaies. Et envers elle, il y a autant de réflexes de méfiance. Vingt milliards de dollars auraient été ainsi convertis en or par les pays producteurs de pétrole.

Cette fièvre de l'or ne laisse pas indifférentes les banques centrales qui sans l'alimenter en profitent pourtant. Chaque fois qu'une hausse de cours de l'or est enregistrée, leur propre stock d'or augmentent de valeur. Et la «richesse» fictive ainsi créée leur permet de nouvelles transactions économiques, notamment l'achat de matières premières dans les pays pauvres. Achat qui n'est garanti par aucune valeur réelle. Mais la masse monétaire s'est accrue d'autant sans que des valeurs nouvelles soient créées. Et l'inflation continue de plus belle.

UN SYSTEME EN CRISE

C'est qu'à travers tout le remue-ménage, toute la fièvre qui ont cours sur les places financières, il y a en jeu l'économie du monde entier. Les jeux auquels se livrent les capitalistes ne sont pas sans effet sur cette économie.

Le monde capitaliste est empêtré dans ses contradictions. il est au sommet de sa richesse. La production mondiale s'est accrue de façon considérable depuis la fin de deuxième guerre mondiale. La technique s'est beaucoup développée sans toutefois que des bonds extraordinaires aient été accomplis.

Mais les trois quarts de l'humanité restent plongés dans la misère et l'ignorance la plus totale. Le développement du capitalisme n'a finalement apporté un relatif bien-être qu'à une toute petite partie des êtres humains qui peuplent la planète.

Les pays capitalistes avancés sont très riches et pourtant ils sont au bord d'une crise. Pour empêcher qu'une crise éclate sous une forme ou une autre il n'y a qu'une solution dans le cadre du système actuel. Sauf peut-être d'élargir le marché mondial. Ce qui voudrait dire qu'on rend plus riches les pays pauvres. Or ceux-ci sont pauvres parce qu'ils rendent plus riches les pays riches !

A plus ou moins longue échéance, l'absurdité de ce système peut tourner en crise grave : c'est-à-dire conduire à une réelle paralysie de la production, à l'augmentation spectaculaire du chômage et de la pauvreté, dues à un net ralentissement des échanges commerciaux. Pour l'instant on n'en est pas encore là. Mais cette possibilité existe.

Les soubresauts actuels de l'économie, toutes les manifestations de la crise monétaire, l'alarme même jetée par les capitalistes et leurs politiciens, les tentatives de nous faire accepter l'austérité, montrent que les capitalistes eux-mêmes ne croient pas que les choses vont s'arranger.

La fièvre de l'or qui s'est emparée des bourgeois montre à loisir qu'eux-mêmes prennent des précautions contre leur propre système. Ils s'en méfient.

IL FAUT FAIRE PAYER LES RICHES

Mais toute cette circulation d'argent montre aussi que la crise ne frappe pas tout le monde. Car il y en a pour qui elle signifie simplement qu'il est temps de changer en or ce qu'on possédait en billets de banque!

Pour les travailleurs la conclusion à tirer est simple, c'est qu'il faut se fermer les oreilles aux plaintes et aux gémissements de patrons qui font le chantage à la fermeture des entreprises, qui invoquent leurs «difficultés» dès qu'on leur réclame la moindre augmentation de salaire.

L'argent est là. C'est l'évidence. La richesse aussi. Mais elle est aux mains d'une poignée de riches. Et c'est à eux qu'il faut faire rendre gorge si nous ne voulons pas que tout cela finisse par se retourner contre les couches populaires, ouvriers et paysans.

Si les riches pensent que l'argent doit être mis à l'abri, nous avons nous travailleurs une utilisation immédiate pour lui et qui lui évitera de perdre de la valeur, c'est d'augmenter tous les salaires immédiatement et d'embaucher les chômeurs.

Au moins ainsi il aura servi à quelque chose d'utile leur argent. Car pour nous travailleurs un peu plus de leurs billets, de leur papier monnaie, cela signifie, un peu plus de bien être. En attendant le jour où la société ne se donnera plus le ridicule d'utiliser un système aussi aberrant et inefficace pour régler la production et les échanges de biens de consommation.

G.R.

URSS : L'ARRESTATION DE SAKHAROV

Andrei Sakharov a été arrêté mardi dernier par la police politique de l'URSS et assigné à résidence. Sakharov est un savant réputé en URSS comme dans le monde. Il siègeait encore ces derniers temps à l'académie des sciences de l'URSS et il y a quelques années il avait obtenu le prix Nobel de la paix. Il fut d'ailleurs empêché par le gouvernement de l'URSS de se rendre à Stockholm, en Suède, pour recevoir son prix.

Le gouvernement d'Union Soviétique réprime cet intellectuel en raison de ses activités qui consistaient à protester contre le manque de liberté d'expression, le non respect des droits de l'homme en URSS et la répression qui frappe particulièrement les intellectuels dont les idées n'ont pas l'heur de plaire au régime. Sakharov est l'un des chefs de file du mouvement «dissident» constitué d'intellectuels, écrivains, hommes de sciences et artistes. Le mouvement est systématiquement persécuté, tout simplement parce que ses membres ont le courage d'exprimer librement leurs idées et critiquent le régime dictatorial qui règne en Union Soviétique.

Tous ceux qui de près ou de loin ont un lien avec le «comité de défense des droits de l'homme» ou le «groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki» sont systématiquement inquiétés. Le nombre des opposants qui ont dû subir plusieurs années de camp ou d'internement en hôpital psychiatrique sous prétexte de maladie mentale ne se compte plus. Contrairement à certains opposants, Sakharov refuse d'aller vivre à l'étranger mais réclame le droit de vivre et de s'exprimer librement en URSS.

Il est probable qu'à l'approche des jeux olympiques de Moscou, les bureaucrates russes craignent le parti que les dissidents soviétiques auraient pu prendre de telles manifestations pour protester avec éclat contre le manque de liberté. Ils préfèrent réprimer à l'avance.

En tous cas, cette arrestation semble tomber à point pour faire rebondir de plus belle la propagande anti-russe orchestrée par les hommes politiques bourgeois et les grands moyens d'informations, depuis l'entrée des troupes russes en Afghanistan. Mais, le tollé de protestation des Carter et autres dirigeants politiques de l'impérialisme s'offusquant de ces «atteintes aux libertés» et aux droits de l'homme sont particulièrement hypocrites. Ces chefs de gouvernement ou hommes politiques en vue du monde bourgeois sont bien mal placés pour se faire les champions des droits de l'homme et des libertés, eux, dont la police, comme aux USA n'hésite pas à tirer sur les jeunes noirs des ghettos en révolte, eux dont les prisons regorgent en grande majorité de noirs, eux qui (comme le gouvernement français) répriment en Nouvelle Calédonie, à Tahiti, emprisonnant, assassinant des militants politiques anticolonialistes.

Les révolutionnaires, ceux pour qui la bourgeoisie et l'impérialisme sont à abattre mais pour qui le socialisme ne peut avoir en aucun cas le visage que nous offre la hideuse répression qui se poursuit en URSS, condamnent les méthodes des bureaucrates du Kremlin. Mais les crimes des uns ne doivent pas masquer ceux des autres en particulier ceux de l'impérialisme, comme toute la presse bourgeoise tente de le faire actuellement. Les Carter et autres dont les armées assassinent un peu partout dans le monde les peuples en révolte n'ont aucune leçon de respect de la dignité humaine à donner à qui que ce soit.

Pierre-Jean-Christophe

Norma Rae

SUITE DE LA PAGE 2

osent porter le badge du syndicat ou faire circuler un tract. Cependant, peu à peu, l'hostilité générale contre le syndicat s'atténue car les ouvriers considèrent avec sympathie leur camarade devenue militante qui ne ménage pas ses efforts pour les organiser. Elle suscite aussi leur admiration car elle n'hésite pas à braver ouvertement les chefs et les patrons pour défendre ses idées. Mais malgré tout, la crainte et la méfiance continuent à retenir les ouvriers, et le syndicat ne recueille les adhésions qu'au compte-gouttes.

Toute la vie personnelle et intime de Norma Rae est boulversée par ses nouvelles activités. Elle découvre qu'il existe d'autres buts dans la vie que le foyer ou les enfants, et sent que la lutte qu'elle mène lui ouvre de nouveaux horizons, lui permet de voir plus loin que la petite vie morne et étriquée qu'elle menait jusqu'à présent.

L'appui constant et l'amitié profonde que lui apporte Reuben, le syndicaliste new-yorkais, l'aident à faire face aux préjugés et aux pressions de toutes sortes qui s'exercent contre elle, tant de la part des contremaîtres, des bureaucrates de la direction du syndicat, du chef de la police, que de son mari qui ne voit pas d'un bon œil au début qu'elle délaisse casseroles et linge à laver pour se consacrer au travail syndical. La jeune femme ne se laisse pas abattre ; malgré toutes les difficultés, elle continue à se battre pour ses idées, le courage et l'espoir au cœur.

Les patrons sont de plus en plus inquiets. Ils montent une provocation pour diviser ouvriers noirs et ouvriers blancs et donc tuer le syndicat naissant. Norma Rae et Reuben devront donc lutter aussi contre le racisme ; la plupart des ouvriers se rendent compte qu'ils sont manipulés par les patrons.

Finalement les patrons réussiront à licencier Norma Rae. Mais cette victoire pour eux se transformera en défaite car les ouvriers, révoltés par cette injustice, seront finalement convaincus de la nécessité de s'organiser et voteront en masse pour la création de la section syndicale. Le combat mené par Norma Rae aura porté ses fruits.

Le personnage de Norma Rae, interprété par l'actrice Sally Field, est infiniment sensible et touchant. C'est une jeune femme ordinaire, mais en qui jaillit l'étincelle de la révolte et du non-conformisme. Et en cela elle n'est pas ordinaire car tout autour d'elle respire l'acceptation, la passivité, les préjugés les plus réactionnaires et les plus enracinés contre les femmes, et surtout contre celles qui osent braver ces préjugés.

Cependant cette libération se borne à l'activité déployée pour implanter un syndicat dans l'entreprise. Or, le syndicat, s'il permet tout au moins aux ouvriers de se défendre contre l'exploitation capitaliste, ne saurait leur permettre de mettre fin à cette exploitation. Pour cela, c'est la société toute entière qu'il faut changer, ce sont les rapports de classe qu'il faut bouleverser. Et le film, qui nous montre deux militants courageux et chaleureux, Norma et Reuben, montre aussi que sans perspectives plus larges les luttes de ces militants ne peuvent dépasser un certain seuil. Et si des hommes et des femmes comme eux, avec toutes leurs qualités de dévouement, de chaleur humaine, de courage et leur immense amour de la vie, se mettent à lutter pour un changement total de la société, pour la disparition de l'exploitation capitaliste, tout alors est possible. Le film a le mérite de nous montrer que ces hommes et ces femmes existent.

Il faut aller voir, et faire voir, «Norma Rae» !

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728